

L'impérialisme et les tâches du prolétariat

Vorbote n° 1, janvier 1916

Le déclenchement de la première grande guerre mondiale en 1914 a mis en lumière de façon éclatante deux faits : premièrement, *la force gigantesque de l'impérialisme*, deuxièmement, *la faiblesse du prolétariat*, et notamment celle de son avant-garde et de son guide, les partis sociaux-démocrates de presque tous les pays.

L'impérialisme se différencie de l'ancien capitalisme par le fait qu'il cherche à placer sous sa dépendance des parties du monde qui lui sont étrangères afin de trouver de nouveaux marchés pour ses produits, de nouvelles sources de matières premières et, avant tout, de nouvelles zones d'investissement pour ses masses de capitaux surabondantes. Durant la période de prospérité de ces vingt dernières années, les masses de capitaux ont grossi démesurément, et de ce fait, le désir de les investir avec un profit élevé dans les pays non-développés s'est emparé totalement de la bourgeoisie. Le résultat fut que les différentes bourgeoisies entrèrent en conflit en raison de leur concurrence ; la jeune bourgeoisie allemande, dont l'ascension est récente, cherche partout à obtenir des territoires (colonies ou sphères d'influence), elle se voit barrer la route par les anciens Etats dominant le monde, notamment par l'Angleterre, comme en 1911 au Maroc, tandis qu'elle-même contient la progression de la Russie en Asie mineure. Toutes se sont armées afin de pouvoir avoir une voix prépondérante au chapitre dans la lutte pour le partage du monde : toutes ambitionnent d'être, autant que faire se peut, des *grandes puissances*. Et partout, cette aspiration s'est saisie progressivement de la bourgeoisie entière. La fraction de la bourgeoisie qui constituait encore une opposition antimilitariste, progressiste et radicale, y prit part petit à petit, elle dut capituler devant les prétentions militaristes croissantes ou se vit lâcher par ses anciens partisans. En Angleterre comme en France et en Allemagne, l'ancienne opposition bourgeoise qui était en désaccord avec le cours impérialiste fondit de plus en plus pour se résumer à quelques phrases – car on votait pour la flotte, pour l'armée, pour les dépenses coloniales. C'est en Allemagne que le développement de ce courant dans la bourgeoisie fut le plus nettement perceptible parce que *l'impérialisme allemand* est nécessairement, de par sa nature, *agressif* : il a encore tout à gagner et il se sent assez fort pour l'obtenir. Dans les autres pays, où l'impérialisme doit avant tout faire attention à la défense de son état de fortune, cela est moins fortement marqué ; le développement de l'aspiration et de la volonté impérialiste n'est apparu en toute clarté que durant la guerre. Mais partout, l'impérialisme est devenu, dans les vingt dernières années, la politique dominante de tous les grands Etats capitalistes.

Seule une force se tint à l'écart de l'impérialisme et le combattit : la social-démocratie en tant que représentante du prolétariat. Lors de plusieurs congrès internationaux et nationaux, elle exprima dans des résolutions son hostilité à cette politique. On ne peut douter de la sincérité de ces déclarations ; le danger d'embrasement d'une guerre du fait de cette aspiration impérialiste se rapprochait de jour en jour, et une telle guerre mondiale signifiait pour la classe ouvrière le plus grand des malheurs, un sacrifice indicible de vies et de biens, l'effondrement de son union internationale, l'amoindrissement de sa situation économique pour de longues décennies. C'est pour cette raison que les congrès internationaux firent de la lutte contre la guerre le devoir principal des partis sociaux-démocrates. Parfois, on se rengorgeait même sur le fait que la crainte qu'avaient les gouvernements de la social-démocratie empêcherait la guerre. Mais quand les gouvernements voulurent réellement la guerre en 1914, *la résistance de la social-démocratie* apparut, dans les pays de l'Europe occidentale, comme un *spectre inexistant*. Et elle n'avoua pas, même en grinçant des dents, son impuissance, mais elle prit part à la guerre, se soumit à la volonté de la bourgeoisie, devint patriotique et approuva les crédits de guerre – une rupture complète avec tout ce qu'elle avait proclamé être jusqu'alors ses principes et sa tactique.

Comment cela fut-il possible ? On donne souvent cette réponse : la social-démocratie, le prolétariat étaient *trop faibles*. C'est juste mais cela peut facilement être mal compris. C'est ainsi que des défenseurs de l'attitude du parti allemand disent : nous étions trop faibles, et donc nous ne pouvions pas résister et nous avons dû participer. Mais s'il s'était agi là d'une insuffisance de force matérielle, on aurait pu lutter et tenter de résister le plus possible – comme en Italie par exemple. Mais c'était bien pire : *on n'a pas de tout essayé de lutter*.

La faiblesse était beaucoup plus grave : essentiellement une absence de combativité, un manque de force morale, un défaut de volonté à mener la lutte de classe. Que le parti n'obtint lors des élections qu'un tiers des voix, qui ne comprend, dans un peuple de 70 millions d'habitants, qu'un million de personnes parmi lesquelles l'immense majorité se contente de payer sa cotisation, qu'un tel parti ne puisse vaincre et écraser la bourgeoisie, tout le monde le savait d'avance. Mais, d'après ces chiffres qui correspondent à la force externe du parti, le parti aurait été assez puissant pour déclencher un grand mouvement d'opposition. Qu'il n'y ait pas eu de tentative dans ce sens, qu'on ait mis bas les armes sans combattre, cela démontre que le parti *était pourri de l'intérieur et incapable de remplir ses tâches nouvelles*.

Les partis sociaux-démocrates sont issus de la situation antérieure de l'époque pré-impérialiste ; ils sont, intellectuellement et matériellement adaptés aux tâches de la lutte prolétarienne de l'époque précédente. Leur tâche était, pendant la croissance du capitalisme, de lutter pour des réformes, pour autant qu'elles étaient possibles sous le capitalisme, et de rassembler et d'organiser les masses prolétariennes par ce moyen et pour cette fin. C'est ainsi que furent créés de grands syndicats et partis, mais, entre-temps, *la lutte* pour les améliorations dégénéra de plus en plus en *une poursuite et une recherche des réformes à tout prix*, jusqu'à

demander l'aumône à la bourgeoisie et à se compromettre avec elle, jusqu'à une politique restreinte aux petits avantages immédiats, qui ne prenait plus en considération les intérêts généraux de l'ensemble de la classe et qui renonçait même à la lutte de classe. Sous l'influence de la grande prospérité qui réduisait fortement la misère la plus grave qu'est le chômage, un esprit de contentement, d'indifférence à l'égard des intérêts généraux de la classe, fit son apparition. Le *réformisme* régnait de plus en plus sur la social-démocratie et il annonçait la dégénérescence et la décadence des anciennes méthodes précisément à l'époque où de nouvelles tâches commençaient à se présenter au prolétariat.

Ces tâches nouvelles consistaient dans la lutte contre l'impérialisme. Contre l'impérialisme, on ne pouvait plus se tirer d'affaire avec les anciennes méthodes. On pouvait critiquer au parlement ses manifestations (préparatifs d'armement, impôts, réaction, stagnation de la législation sociale), mais on ne pouvait pas influencer sa politique, étant donné qu'elle était menée non par les parlements mais par de petits groupes de personnes (en Allemagne, le Kaiser avec quelques nobles, généraux, ministres et financiers ; en Angleterre, trois ou quatre aristocrates et politiciens ; en France, quelques banquiers et ministres). Les syndicats avaient du mal à défendre leur peau face aux puissantes unions patronales ; tout le talent de leurs fonctionnaires se brisait sur la puissance de granit des maîtres de cartels. On ne pouvait pas changer les lois électorales réactionnaires par les seules élections. De nouveaux moyens de lutte étaient nécessaires. *La masse prolétarienne devait entrer en scène elle-même avec des méthodes de lutte actives.*

Il n'était pas a priori impensable que le parti s'adapte à ces conditions et tâches nouvelles, et change sa tactique. Tout d'abord, cela aurait impliqué une analyse claire, une appréhension intellectuelle de l'impérialisme, de ses causes, de sa force et de sa signification. Ensuite, il aurait fallu engager la masse elle-même dans la lutte là où la force des parlements n'était pas suffisante. Il y eut un petit début lorsque, dans la lutte pour le suffrage universel en Prusse, les masses se manifestèrent dans la rue si vigoureusement que la direction du parti elle-même recula par peur de l'ampleur des nouvelles luttes qui préfiguraient brusquement l'avenir immédiat, et qu'elle commença, à partir de ce moment-là, à les étouffer. Un petit groupe de *radicaux de gauche* tenta d'entraîner le parti sur cette voie des luttes de masse ; certains essayèrent de susciter la compréhension de l'impérialisme. Mais les couches dirigeantes du parti, la direction, *la bureaucratie du parti*, Kautsky et ses amis, barrèrent le chemin à cette tendance. Pour eux, l'impérialisme n'était qu'une folie bourgeoise de la course aux armements, folie alimentée par quelques grands capitalistes et dont il fallait détourner la bourgeoisie avec de bons arguments. Ils cherchèrent leur salut dans le « retour à l'ancienne tactique éprouvée » avec laquelle ils ont essayé vainement de contenir le révisionnisme. Ils s'opposèrent à la nouvelle tactique révolutionnaire. *La bureaucratie des fonctionnaires et des chefs*, qui identifiait naturellement ses *intérêts de groupe* particuliers pour un développement calme et pacifique du parti avec les intérêts du prolétariat, résista de toutes ses forces aux « aventures anarcho-syndicalistes » dans lesquelles les « actionnaires de masse » voulaient précipiter le parti. La bureaucratie régnait sur le parti, intellectuellement et matériellement, grâce à la presse, à ses fonctions et à son crédit. Il en résulta que *la structure du parti*, léguée par la situation antérieure, *n'était pas en mesure de se transformer conformément aux nouvelles tâches*. Elle devait sombrer. Le déclenchement de la guerre en fut la catastrophe. Surprise par les événements, abasourdie et décontenancée, incapable d'une quelconque résistance, emportée par les slogans nationalistes, sans force intellectuelle, la plus fière organisation de la social-démocratie s'effondra en tant qu'organe du socialisme révolutionnaire. Et avec elle, presque tous les partis sociaux-démocrates d'Europe, qui étaient pour la plupart depuis longtemps rongés intérieurement par le réformisme, prirent le même chemin. Comment une nouvelle force de combat de socialisme s'élèvera ensuite de ces décombres, il faut laisser cela à l'avenir. Nous pouvons seulement tirer de l'effondrement de l'ancienne social-démocratie des enseignements pour savoir quelles sont les tâches à attendre du prolétariat et de quelle manière il sera capable de leur apporter une solution.

2

La lutte du prolétariat contre le capitalisme n'est possible, à partir de maintenant, que comme lutte contre l'impérialisme ; en effet, le capitalisme moderne ne connaît pas d'autre politique que la politique impérialiste. La lutte de classe, la lutte pour le socialisme, prend à présent la forme de la lutte contre l'impérialisme. Mais, en tant que telle, elle acquiert un caractère nouveau, et même prometteur. De nouvelles perspectives de victoire apparaissent ; oui, on peut affirmer tranquillement que *seul l'impérialisme crée les conditions pour une victoire du prolétariat, pour la réalisation du socialisme.*

En premier lieu, l'impérialisme rend la lutte de classe plus intense et plus générale. L'impérialisme éveille toutes les forces qui sommeillent dans le monde bourgeois, il donne à la bourgeoisie une forte énergie et un grand enthousiasme pour ses idéaux de grande puissance, et cela entraîne de grandes masses. Cela signifie tout d'abord, il est vrai, un effondrement du mouvement ouvrier, tant que les ouvriers restent immobilisés dans leurs vieilles traditions et ne se sont pas élevés au niveau des exigences de leur époque. Mais l'espérance du socialisme ne réside pas dans l'incapacité ou le manque de vigueur de la bourgeoisie mais dans la capacité et la force du prolétariat. L'action appelle la réaction : de la pression et de l'énergie venant d'en haut suscitent finalement de l'exaspération, de la détermination dans la lutte et de l'énergie de la part en bas. Dans l'ancien capitalisme, c'était le désir d'améliorer les choses qui constituait la force motrice de la lutte ; mais des millions de gens survivaient dans un état inerte de satisfaction ; le désir de réformes ne pouvait pas les pousser jusqu'à un degré d'énergie suffisant. Maintenant, l'impérialisme fait pression sur leurs conditions d'existence, leur inflige des impôts croissants, exige d'eux des sacrifices de plus en plus importants, jusqu'à leur écrasement complet ; maintenant, la dégradation de leur vie les secoue, maintenant, ils doivent se défendre. On ne peut plus dire : ce

n'est pas mon problème puisque je suis content – on est impliqué, car l'impérialisme s'attaque activement au prolétariat. Et pas seulement aux prolétaires ; les paysans et les petits-bourgeois, qui n'avaient pas trop à souffrir autrefois du capital, doivent également donner leur vie et leurs biens pour les buts impérialistes du grand capital. Tout le monde est entraîné dans la lutte, d'un côté ou de l'autre, personne ne peut se tenir à l'écart. Et puisque le socialisme ne peut pas être obtenu par un petit noyau de combattants se trouvant au sein d'une masse qui ne participe pas à cette lutte, mais uniquement par le peuple *tout entier*, c'est la généralisation de la lutte du fait de l'impérialisme qui crée justement les conditions pour le socialisme.

En second lieu, l'impérialisme rend nécessaire de nouvelles méthodes tactiques. Si l'on parle souvent des *actions de masse* comme d'une *nouvelle* tactique, c'est uniquement parce que, à l'époque du parlementarisme, l'estimation correcte de la réalité s'est perdue et qu'a fait son apparition la croyance selon laquelle une classe pourrait remporter la victoire par l'effet des discours de quelques chefs. Tout grand bouleversement dans la société, toute transmission de pouvoir à une nouvelle classe fut l'œuvre des masses, des classes mêmes qui remportèrent la victoire. Le parlementarisme fut déterminant pendant la période de préparation où il fallait tout d'abord rassembler la classe et où l'on ne pouvait combattre qu'avec des mots. Dès que des forces suffisantes sont rassemblées pour des offensives actives, la vieille vérité reprend ses droits, à savoir que c'est uniquement la classe elle-même qui peut mener la lutte. Et c'est encore plus valable lorsque de nouvelles circonstances, de nouvelles misères sociales incitent les masses à l'action. De même que la révolution française fut sans doute la conséquence du mûrissement de la bourgeoisie et de la progression de nouvelles idées, mais que son déclenchement, précisément dans ces années-là, fut en même temps le résultat d'une grande détresse des masses et d'une tension politique croissante, de même, ce qui est à l'œuvre dans la révolution prolétarienne c'est la lente croissance de l'idée socialiste conjointement avec l'effet stimulant d'événements sociaux déterminés.

Cette détresse, ces événements sont produits par l'impérialisme et c'est en cela qu'il pousse les masses à des agissements spontanés. Les parlements ne peuvent généralement rien faire dans les domaines où la politique de la classe dirigeante conduit, pour ainsi dire instinctivement et mécaniquement, aux actes les plus graves en matière d'oppression et d'hostilité et à l'encontre des masses, au renchérissement des prix, aux réductions de salaire, aux impôts, au chômage, à la réaction politique, à la guerre. Dans ces circonstances, seule la masse elle-même peut faire quelque chose. Si, déconcertée et incertaine, elle demeure inactive, toutes les protestations au parlement ne servent à rien et, sans défense, elle doit tout supporter patiemment. Mais si elle veut se manifester, elle doit alors se manifester en tant que masse, exercer sur le gouvernement une pression directe par des démonstrations et des actions spontanées ou préparées ; cette pression se présente comme un facteur politique nouveau, étant donné que, par peur que de tels mouvements prennent de l'ampleur, la classe dirigeante a intérêt à y céder plus ou moins. Il est arrivé souvent, dans les années précédentes, qu'un attentat préparé contre le droit de coalition dans différents pays ait été empêché par une action des masses, par exemple grâce à une grève politique. Si le prolétariat allemand était entré en action massivement et puissamment il y a trois ans contre la vie chère, ou dans les années antérieures, contre la guerre, les classes dominantes auraient certainement dû tenir compte plus ou moins de lui.

Non seulement l'action de la masse constitue l'unique moyen pour lutter contre de telles difficultés et de tels dangers avec une possibilité de succès, mais il n'y a pas d'autre façon d'obtenir des réformes importantes. Dans la première période du parlementarisme, de nombreuses réformes furent conquises parce que l'augmentation des voix sociaux-démocrates effrayait la classe dominante ; elle sentait vaciller les fondements de sa domination. Mais quand elle s'aperçut qu'il ne s'agissait que d'une façon de voter, que d'un état d'esprit oppositionnel qui n'était pas suivi d'actions ultérieures, la peur disparut et avec elle son acceptation bienveillante des réformes. Le précepte : « Oderint, dum metuant », est également valable dans la lutte de classes ; voter rouge, quelle importance cela a-t-il pour nous, à condition que l'on s'en tienne là. C'est seulement par peur que le mécontentement, la puissance, la rébellion du prolétariat prennent trop d'extension autrement, que la classe dominante fait des concessions. Avec l'impérialisme qui a donné à la bourgeoisie une confiance en soi et une assurance nouvelles, les réformes ont cessé. Des moyens plus énergiques, des actions de masse, sont maintenant nécessaires pour obtenir des réformes ; et, en Belgique, en Suède, en Russie, cette méthode d'action a déjà révélé sa force dans la conquête de nouveaux droits politiques.

Cela signifie que la contradiction entre la tactique révolutionnaire des actions de masse et la tactique non révolutionnaire du seul parlementarisme ne doit pas être comprise dans un sens absolu. Est révolutionnaire tout ce qui accroît la puissance de la classe ouvrière. C'est pourquoi, le parlementarisme était révolutionnaire il y a trente ans, tandis que les tentatives d'actions subversives étaient en ce temps-là inefficaces et donc non révolutionnaires. A l'heure actuelle, le parlementarisme a, sous plus d'un rapport, un effet non révolutionnaire parce qu'il ne renforce pas la puissance du prolétariat, mais qu'au contraire il l'affaiblit – mais, naturellement, une lutte parlementaire bien conduite peut avoir aussi à l'avenir une grande importance révolutionnaire. Et donc maintenant, sous l'impérialisme, le principe de base de la tactique socialiste demeure l'unité de la réforme et de la révolution ; la lutte pour les intérêts vitaux immédiats du prolétariat, contre tout ce qui l'opprime, est en même temps la lutte pour le socialisme. La différence avec autrefois réside dans le fait que *de grandes, d'importantes réformes ne peuvent être conquises à l'avenir qu'avec les grands moyens des actions de masse*. Les actions de masse sont les grandes manifestations de force décisives du prolétariat, dont celui-ci a besoin contre l'énorme puissance de l'impérialisme pour ne pas être écrasé, pour s'affirmer, pour aller de l'avant. (A côté d'elles, tous les petits moyens de lutte quotidienne conservent leur valeur et leur nécessité.) C'est la raison pour laquelle cette nouvelle période du capitalisme que nous appelons l'époque de l'impérialisme, sera en même temps *l'époque des actions de masse*.

3

Nous voyons donc comment le caractère nouveau du capitalisme moderne rend nécessaire un *socialisme nouveau*, un mouvement ouvrier nouveau avec un caractère nouveau ; nécessaire dans le sens que ce n'est que comme cela qu'un combat véritable et couronné de succès est possible contre le capitalisme. Et non seulement ce combat nouveau jaillit du capitalisme nouveau comme une nécessité inévitable, mais il constitue aussi en même temps la seule voie pour vaincre la domination du capital, la seule voie menant au socialisme.

La domination de la bourgeoisie repose aujourd'hui, comme celle de toutes les classes dominantes précédentes, sur les grands moyens de pouvoir dont elle dispose. Bien qu'elle ne constitue habituellement qu'une minorité, elle dispose de savoirs et de connaissances grâce auxquels elle est intellectuellement supérieure à la masse des dominés ; par l'école, l'Eglise, la presse, la classe possédante règne sur les pensées et les sentiments des masses. Son pouvoir repose en outre sur sa forte organisation. Une minorité bien organisée peut dominer une majorité, quand celle-ci n'est pas organisée, c'est-à-dire quand elle ne fait pas corps et qu'elle n'a pas d'unité de volonté et d'action. Cette organisation de la classe dominante, c'est le pouvoir d'Etat qui, grâce à son armée de fonctionnaires finement ramifiée et organisée, se dresse partout, comme un corps à volonté unitaire, face à la masse du peuple atomisée. Et là où l'autorité habituelle qui en découle disparaît parmi les masses quand celles-ci entrent en rébellion, l'Etat a à sa disposition de puissants moyens de pouvoir matériels : police, justice, et en fin de compte une armée disciplinée et bien équipée – que peut faire contre cela une masse inorganisée de personnes prises isolément ?

On a souvent nourri, dans la période de parlementarisme, l'illusion que l'on luttait avec la bourgeoisie pour le pouvoir d'Etat, pour le commandement de cet organisme durable de l'Etat qui est le maître des lois. La conséquence de cette conception fut la manière de voir réformiste : il suffisait de remplacer les ministres capitalistes par des ministres sociaux-démocrates et nous cinglerions vers le socialisme toutes voiles dehors. A l'encontre de cela, on pourrait poser la question : qu'est-ce qui changera fondamentalement dans le monde si ce qui change c'est la personne des ministres ? On peut se rappeler l'expérience selon laquelle chaque social-démocrate qui devint ministre devint en même temps le serviteur et le mandataire de la classe dominante. Mais ce qui est déterminant dans la critique de cette conquête parlementaire du pouvoir, c'est le fait que la classe dominante peut rendre impossible partout à l'avance une telle prise de possession pacifique du pouvoir politique grâce à la loi électorale et à la constitution. Pour le rendre possible, il faut d'abord conquérir partout l'égalité du droit de vote ; et ceci n'est possible que si les masses elles-mêmes interviennent de manière extra-parlementaire. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat se compose, selon le droit public, de deux éléments : premièrement, la majorité du peuple doit être gagnée au socialisme, et, deuxièmement, cette majorité doit pouvoir disposer du gouvernement et de l'Etat. Le premier élément requiert de la propagande, de l'agitation, de l'action, qui sont tout à fait envisageables dans le cadre du parlementarisme ; le second implique une *démocratie politique* absolue qui n'existe nulle part et qui ne peut pas non plus être réalisée par le travail pacifique d'agitation et de législation du parlement. *Elle ne peut être conquise que par une lutte des masses, par des actions de masse.* C'est pourquoi le centre de gravité de la lutte pour le pouvoir politique se situe de plus en plus dans la lutte *pour* les droits politiques qui constituent l'expression de la domination de la majorité sur l'Etat. Dans cette lutte, comme en général dans la lutte de classe, la classe dominante met en mouvement le pouvoir d'Etat, avec ses instruments de force, contre le prolétariat. Le pouvoir d'Etat n'est pas simplement un objet neutre de la lutte de classe, mais il est au contraire une arme et une citadelle de la bourgeoisie, son soutien le plus solide, sans lequel elle n'aurait jamais pu se maintenir. La lutte du prolétariat est donc en premier lieu une lutte *contre le pouvoir d'Etat*.

Quelle est l'importance des actions de masse dans cette lutte ?

Toutes les conditions et les situations politiques sont déterminées par les rapports de force entre les classes. Ce n'est que lorsque une classe montante est supérieure en force à son adversaire qu'elle peut prendre le pouvoir. La question du socialisme est la question de la croissance de la force du prolétariat. La puissance sociale du prolétariat consiste dans sa supériorité numérique qui augmente d'elle-même grâce au capitalisme, dans sa force intellectuelle – conscience de classe, pensée révolutionnaire, claire compréhension de la nature de l'Etat et de la société – et dans sa force morale et matérielle – organisation, solidarité, unité, discipline. Ces facteurs sont tous encore à l'heure actuelle en quantité insuffisante ; mais, grâce à sa croissance, la puissance de la classe ouvrière dépassera en fin de compte celle de la classe dominante. Du fait de sa conscience de classe et de son intelligence socialiste, elle se rendra intellectuellement indépendante de la bourgeoisie et elle deviendra intellectuellement plus forte qu'elle ; du fait de son organisation, elle sera capable de résister finalement aux puissantes organisations de la bourgeoisie et de devenir plus solide que le pouvoir d'Etat de celle-ci. Et cette croissance des éléments de force du prolétariat signifie en même temps une transformation de toute l'humanité, d'une masse bornée, manquant de compréhension, d'individus isolés et égoïstes à une humanité conduite par une conscience commune de sa nature sociale, laquelle deviendra capable, à cette condition seulement, de diriger par elle-même et de façonner consciemment sa production et sa vie sociale. C'est cette même montée en puissance qui permettra au prolétariat de renverser la domination de la bourgeoisie et qui le rendra, en même temps, mûr pour le socialisme.

Qu'est-ce qui produit cette montée ? La lutte de classe. Tous les combats, qu'ils occasionnent dans l'immédiat des victoires ou des défaites, participent à l'édification de la puissance du prolétariat, soit par la clarification de sa compréhension, soit par le renforcement de son organisation, soit par la liquidation de traditions qui l'entravent. L'importance du parlementarisme, au cours de la période écoulée, consiste dans le fait qu'il a construit les

premiers débuts de la puissance prolétarienne, apporté une compréhension socialiste, aidé à créer des organisations, quelque peu secoué les masses et en même temps fait s'écailler l'apparence morale du pouvoir d'Etat. Ce n'était pas suffisant pour rendre possibles les actions de masse. *Les actions de masse seront le moyen de continuer à accroître la puissance du prolétariat jusqu'au degré le plus élevé et, en même temps, pour anéantir la puissance du pouvoir d'Etat.*

Dans les actions de masse, parmi lesquelles la grève de masse est la forme la plus puissante, les moyens de force les plus vigoureux des deux classes s'affrontent. Par sa force morale et intellectuelle, son organisation, sa violence, l'Etat cherche à empêcher ou à briser l'action des masses pour ne pas avoir à y céder. L'autorité cherche à décourager, à intimider et à diviser les travailleurs par la censure de la presse, les informations mensongères, l'état de siège, les arrestations, les fusillades, l'empêchement de tout accord mutuel. Ensuite, cela dépend de la conscience claire et solide, de la détermination et de la discipline sans faille, des masses que cela réussisse. Si cela réussit, c'est alors une défaite des travailleurs qui doivent ensuite tenter à nouveau la même chose avec une force neuve. Mais si cela ne réussit pas, le gouvernement doit alors céder plus ou moins, et le prolétariat a obtenu un succès, sa force s'est remise à croître et la puissance de l'Etat a reçu un coup. Lors d'une grève de masse, l'organisation entière de l'Etat peut temporairement se disloquer et sa fonction peut temporairement passer à l'organe du prolétariat ; ce qui a eu lieu en Russie en 1905, peut se représenter à l'avenir en Europe occidentale sur une échelle bien plus grande. Là, l'organisation du prolétariat a – du moins temporairement – montré sa supériorité sur l'organisation de la bourgeoisie. Si on utilise la troupe contre les masses, cela peut signifier temporairement une victoire pour le gouvernement, mais de ce fait la discipline commence en même temps à se relâcher et à la fin ce moyen de force le plus puissant de la classe dominante lui échappe des mains. Naturellement, un avantage acquis peut être reperdu ; victoires et défaites alterneront ; mais à la longue, la compréhension, la puissance d'organisation, l'énergie révolutionnaire des masses augmenteront nécessairement sans cesse alors que la puissance du pouvoir d'Etat diminuera. Si le prolétariat, et avec lui la société, ne doivent pas en définitive complètement périr, il n'y a qu'une issue possible à la lutte : *la solidité, qui se développe dans la lutte, de la solidarité et de l'organisation prolétariennes brisée, dans les actions de masse, les moyens de force et l'organisation de l'Etat.* Ainsi, le pouvoir politique tombe entre les mains du prolétariat, et on peut commencer à créer les organes qui sont nécessaires à la nouvelle régulation de la production.

L'importance historique des actions de masse est la suivante : par le difficile combat de la classe elle-même, elles rendront le prolétariat mûr pour le socialisme et elles permettront d'anéantir le pouvoir de la bourgeoisie. L'importance historique de l'impérialisme est la suivante : il contraindra la classe ouvrière à entamer cette lutte au moyen des actions de masse et à choisir le chemin de la liberté.

Une nouvelle page de la lutte prolétarienne commence. Ce n'est que maintenant que cette lutte s'élève à la hauteur de ses grands buts ; contre le pouvoir très puissant d'un capitalisme qui se développe de manière gigantesque et d'une bourgeoisie énergique et combative, c'est à toute la puissance du prolétariat qu'il faut faire appel, c'est la masse innombrable elle-même qui doit entrer en scène, le regard tourné non plus vers les sphères étriquées du travail et les petites améliorations, mais vers la grande lutte mondiale des classes, soulevée par les misères et les souffrances vers des actions énergiques, le cœur plein d'enthousiasme, l'âme pleine d'énergie révolutionnaire. Une nouvelle Internationale surgira qui ne sera plus seulement emplie de sentiments fraternels à l'égard des camarades de classe d'au-delà les frontières et qui s'effondrera immédiatement devant la frénésie nationale des détenteurs du pouvoir, mais qui sera prête à combattre contre sa propre bourgeoisie belliciste avec les prolétaires qui parlent d'autres langues.

A l'heure actuelle, nous nous trouvons au milieu des ruines de l'ancienne Internationale, de l'ancien socialisme : ce n'est que dans le lointain que nous voyons, et seulement théoriquement pour ainsi dire, ce qu'il en adviendra nécessairement ; *pouvons-nous par hasard observer déjà dans ce qui se passe aujourd'hui les débuts de la nouvelle évolution ?* Voyons-nous déjà le nouveau mouvement ouvrier, la nouvelle Internationale, grandir sur les décombres de l'ancien mouvement ouvrier, de l'ancienne Internationale ?

Il a souvent été dit qu'après la guerre, *une scission dans les partis socialistes devait se produire.* Ceux qui sont regroupés aux côtés de l'impérialisme, qui ont de tout leur cœur fait cause commune « nationale » avec la bourgeoisie – comme Scheidemann, Heine, Lensch, Vaillant, Sembat, Plekhanov, les liquidateurs, Tillet – tous ceux-là, quels que soient les services qu'ils aient rendus au mouvement ouvrier, ne pourront plus cohabiter dans le même parti avec ceux qui ont combattu de manière résolue l'impérialisme. Mais l'affaire n'est cependant pas aussi simple. En effet, le réformisme a déjà depuis longtemps voulu accompagner la bourgeoisie, la politique coloniale, l'impérialisme ; la guerre, qui démasque l'impérialisme comme le plus grand ennemi de la classe ouvrière, clarifie donc simplement le fait que *les réformistes et les révolutionnaires*, qui pouvaient cohabiter durant la période des petites réformes, ne doivent plus appartenir au même parti mais au contraire être des *ennemis mortels*. Mais, avec la masse du parti allemand et ses milieux dirigeants – dont *Kautsky* est le représentant littéraire –, il en est autrement. Ils ne sont pas des amis, mais des ennemis de l'impérialisme ; ils n'ont pas pris part à la guerre du fait d'une manière de penser impérialiste et d'une conscience nationale claire, mais parce qu'ils furent trompés par le mot d'ordre de guerre défensive, en partie parce qu'ils s'en tenaient à la vieille idéologie de la défense de la patrie, et donc du fait de leur ignorance et de leur philistinisme, en partie parce qu'ils ne savaient pas lutter et qu'ils n'osaient pas lutter contre la classe dominante. Il existe donc là la perspective d'un renversement d'état d'esprit, qui est déjà notablement perceptible, et c'est également valable pour la meilleure partie des ouvriers français, aussi bien parmi ceux qui appartenaient auparavant aux sociaux-démocrates que parmi ceux qui appartenaient auparavant aux syndicalistes. On peut penser que ces masses et leurs représentants se manifesteront de manière de plus en plus acharnée contre la bourgeoisie et la guerre. N'y a-t-il

pas en cela l'espoir que la majorité, la plus grande ou du moins une très grande partie de l'ancienne social-démocratie se ressaisisse pour une lutte énergique contre l'impérialisme, qu'instruite par cette cruelle expérience elle se mette en état de se défendre et utilise les nouvelles méthodes tactiques, et qu'ainsi elle reconstruise la nouvelle Internationale à partir des décombres de l'ancienne ?

Cette question est d'une importance extraordinaire, mais on ne peut rien prédire avec certitude. On peut cependant mentionner quelques raisons importantes qui produiront vraisemblablement un *autre* avenir. Elles résident dans la nature d'ensemble d'un grand parti achevé, dont la social-démocratie allemande est le modèle. Il est une organisation gigantesque, solidement construite, qui vit presque comme un Etat dans l'Etat, avec ses propres fonctionnaires, ses propres finances, sa propre presse, son propre monde intellectuel, sa propre idéologie (le marxisme). Le caractère d'ensemble de cette organisation est adapté à l'époque pré-impérialiste pacifique, et les champions de ce caractère sont les fonctionnaires, les secrétaires, les agitateurs, les parlementaires, les théoriciens et les écrivains, qui, avec leur nombre qui atteint plusieurs milliers, constituent déjà leur propre caste, un groupe avec ses propres intérêts et qui sont entièrement de ce fait, intellectuellement et matériellement, les maîtres de l'organisation. Ce n'est pas un hasard si tous, Kautsky à leur tête, ne veulent rien savoir d'une *lutte* véritable et acharnée contre l'impérialisme. Tous leurs intérêts vitaux s'opposent à la tactique nouvelle qui met en péril leur existence en tant que fonctionnaires. Leur paisible travail dans les bureaux et les rédactions, dans les conférences et les réunions de comités, dans l'écriture d'articles savants et non savants contre la bourgeoisie ou contre certains d'entre eux – toute cette activité à l'affairement tranquille est menacée par les tempêtes de l'ère impérialiste. La théorie et la tactique de Kautsky sont une tentative de préserver tout cet appareil bureaucratique et instruit des dégâts dans la révolution sociale qui s'annonce. Il ne peut être en réalité sauvé que si on le place en dehors du tumulte désordonné, en dehors du combat révolutionnaire, et donc en dehors de la vraie vie. Si le parti et sa direction suivaient la tactique des actions de masse, le pouvoir d'Etat attaquerait et peut-être détruirait immédiatement les organisations – la raison de toute leur existence et de toute l'activité de leur vie –, confisquerait les caisses, emprisonnerait les chefs. Ce serait naturellement une illusion de croire qu'il aurait ainsi brisé la force du prolétariat : la puissance d'organisation des ouvriers ne consiste pas dans la forme extérieure des corps associatifs mais, au contraire, dans l'esprit d'union, de discipline, d'unité, et c'est ainsi que les ouvriers créeront des formes nouvelles et meilleures d'organisation. Mais, pour les fonctionnaires, ce serait la fin, car cette forme d'organisation antérieure est pour eux tout leur monde, sans laquelle ils ne peuvent ni exister ni agir. L'instinct de conservation, l'intérêt corporatif de leur groupe les contraignent donc nécessairement à la tactique d'esquiver l'impérialisme et de capituler devant lui. C'est pourquoi, ce qui s'est passé avant la guerre et lors de son déclenchement n'est pas un effet anormal du hasard. Ils disent – comme ils l'ont déjà dit si souvent – que de telles luttes de masse périlleuses ruinerait les organisations et que, par conséquent, elles ne peuvent pas être provoquées de gaieté de cœur. L'organisation qui est contrôlée par eux ne mènera donc pas la lutte contre l'impérialisme de façon résolue, avec toute sa puissance. Leur lutte sera une lutte en paroles, avec des accusations, des requêtes et des adjurations, une *lutte apparente* qui évite tout *acte de lutte*. La meilleure preuve de cela est fournie précisément par Kautsky lequel, après avoir, à la suite d'une longue indécision, entamé la lutte contre le social-impérialisme, qualifie en même temps d'« aventure » les manifestations de rue. Et donc, il faut combattre l'impérialisme, en paroles, mais ne pas se risquer à des actions !

C'est pourquoi il n'y a pas grand'chose d'autre à attendre de la bureaucratie du parti qui a existé jusqu'ici, étant donné qu'elle ne veut toujours rien savoir d'une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. Elle voudra limiter la lutte à de petites querelles inutiles au parlement et dans la presse, à de longues phrases sur de petites questions, à la petite lutte syndicale. Bien que les réformistes soient des partisans de l'impérialisme et les radicaux du centre en soient les adversaires, ils pourront quand même rester ensemble sur la ligne commune de la seule critique et du non combat. Ils chercheront à transformer le parti en un parti réformiste bourgeois, en un parti travailliste sur le modèle anglais, avec seulement quelques phrases socialistes, qui défend énergiquement les intérêts quotidiens des travailleurs mais qui ne mène pas de grande lutte révolutionnaire.

La tâche consistant à faire voir aux travailleurs l'importance et la nécessité des actions de masse contre l'impérialisme, et, en toute occasion, à marcher à leur tête en les informant, en les aidant et en les dirigeant, revient donc aux sociaux-démocrates révolutionnaires. Mais si ce sont seulement des minorités ou de petits groupes, qui n'ont pas encore les masses derrière eux, qui font de la propagande pour cette nouvelle tactique, tandis que les grands partis de masse ne veulent rien en savoir – l'action de masse, qui n'est pas pensable sans masses, ne devient-elle pas une utopie ? Cette contradiction démontre seulement que les actions de masse ne sont pas possibles en tant qu'actions conscientes, préparées méthodiquement et conduites par le parti social-démocrate, ainsi que l'extrême-gauche en Allemagne en faisait la propagande dans les années de l'avant-guerre. Elles se présenteront d'abord comme des actions spontanées, jaillissant des masses, lorsque celles-ci seront poussées en avant par la détresse, la misère et la révolte, tantôt comme la conséquence involontaire d'une petite lutte projetée par le parti qui submergera les digues, tantôt se déchaînant « contrairement à la discipline » à l'encontre de la volonté et des décisions des organisations ; mais ensuite, si elles grossissent puissamment, elles entraîneront ces organisations elles-mêmes et elles les contraindront temporairement à faire un bout de chemin avec les éléments révolutionnaires. Il n'est pas exclu que, si la guerre continue un certain temps, quelque chose de la sorte puisse bientôt se produire ; les symptômes sont déjà reconnaissables.

C'est la raison pour laquelle, dans les périodes à venir, les organisations existantes (parti et syndicat) joueront probablement, en vertu de leur nature générale, mais en contradiction avec les luttes et les tâches des masses prolétariennes, essentiellement un rôle de frein. Mais si la nouvelle tactique perce de plus en plus et si la force du prolétariat se redresse peu à peu dans de grandes luttes de masse, elles ne seront plus en mesure de jouer ce

rôle. Alors, les organisations engourdies et imperturbables du parti et du syndicat se transformeront de plus en plus en une partie subordonnée à l'intérieur d'un mouvement de classe plus large et d'une organisation de classe plus grande, qui liera les masses ensemble, non pas grâce à la liste des adhérents, mais grâce à la communauté des objectifs de classe, pour parvenir à une puissante collectivité de lutte.